

La « rage taxatoire » frappe Panzi, l'hôpital du Dr Mukwege

CONGO Les saisies touchant les finances de l'hôpital pourraient avoir un soubassement politique
 DECRYPTAGE

Depuis le 31 décembre, l'hôpital de Panzi (Sud-Kivu) dirigé par le Dr Mukwege est en crise : les 500 membres du personnel n'ont pu être payés parce que les réserves financières de l'institution, après avoir été bloquées, ont été versées par la banque BCDC au Trésor public, la Division générale des impôts exigeant le versement immédiat d'une somme de 47.865 dollars.

1 Quel est le statut de l'hôpital de Panzi ?

L'institution créée en 1999 par la 8^e Cepac (Communauté chrétienne des églises du Christ au Congo) possède le statut d'hôpital de référence pour la zone de santé d'Ibanda, au Sud de Bukavu. Au titre de médecin chef, le Docteur Denis Mukwege est donc un agent de l'Etat congolais, comme les autres membres du personnel. Au fil des années, Panzi s'est spécialisé dans l'accueil, le traitement médical et le suivi psychosocial des femmes victimes de violences sexuelles : 40.000 d'entre elles ont bénéficié des opérations, parfois très délicates, des soins et des secours matériels proposés par l'hôpital.

2 Quelles sont les ressources de Panzi ?

Soixante pour cent des patients (femmes, malades du sida, indigents) étant insolvable et soignés gratuitement, l'essentiel des ressources de l'hôpital vient de contributions extérieures, coopérations étrangères ou dons. Ces apports permettent aussi d'ajouter des primes au salaire officiel du personnel, où un médecin perçoit 70 dollars par mois.

Grâce aux plaidoyers internationaux du Dr Mukwege, les soutiens extérieurs se sont multipliés et de nombreux prix

ont permis le développement de la « Fondation Panzi », qui assure un soutien psychologique et matériel aux femmes victimes de violences. Régulièrement audité par les bailleurs (Banque mondiale, Union européenne), Panzi est devenu une référence médicale dans la région, au même titre que l'hôpital Heal Africa à Goma.

3 Quelle est la crise survenue fin décembre 2014 ?

Le personnel de l'hôpital de Panzi, le 31 décembre, a mené un « sit-in » devant le siège de la Division générale des impôts à Bukavu, afin de protester contre le non-paiement des salaires, dû au fait que les comptes de l'hôpital ont été vidés avec la complicité de la banque BCDC. Cette saisie n'est que l'un des éléments d'un recouvrement plus large, la DGI estimant que les impôts dus, depuis 2012, avec effet rétroactif, s'élèvent à un total de 600.000 dollars. Depuis deux ans en effet, une loi impose à toutes les structures travaillant pour l'Etat de s'acquitter d'un impôt portant sur les salaires du personnel. Cependant, tous les hôpitaux de référence du pays en ont été dispensés jusqu'à présent. Panzi considère comme discriminatoire le fait d'être le seul hôpital à devoir s'acquitter de cette taxe qui porte non seulement sur les salaires mais aussi sur les primes rendues possibles par des contributions extérieures.

4 La taxation de l'hôpital de Panzi a-t-elle un aspect politique ?

Les nombreux prix remportés par le Docteur Mukwege suscitent bien des jalousies : les uns s'inquiètent de sa notoriété croissante, les autres ne comprennent pas la destination donnée aux fonds reçus par le médecin chef de Panzi. La réalité est cependant très simple :

le docteur Mukwege est rémunéré comme un agent de l'Etat congolais, et les prix et récompenses qu'il reçoit servent à financer la Fondation Panzi, une fondation privée, dont les comptes sont régulièrement audités. La « rage taxatoire » actuelle pourrait avoir un

soubassement politique, depuis que les plaidoyers menés par le Dr Mukwege ont fait de lui le lauréat du prix Sakharov 2014 et un possible candidat au prix Nobel de la paix. Mais surtout, le Docteur Mukwege s'est aventuré sur un terrain dangereux : dénonçant l'impuissance de

la communauté internationale, il a jugé l'autorité congolaise incapable de protéger efficacement les populations civiles. S'exprimant en tant que citoyen, le médecin chef de Panzi a aussi critiqué les projets de modification de la Constitution.

Dans l'immédiat, le personnel de Panzi craint de ne plus pouvoir assurer les soins aux malades, acheter des médicaments et poursuivre le fonctionnement normal d'un hôpital où les femmes de la région retrouvent force et espoir... ■

COLETTE BRAECKMAN